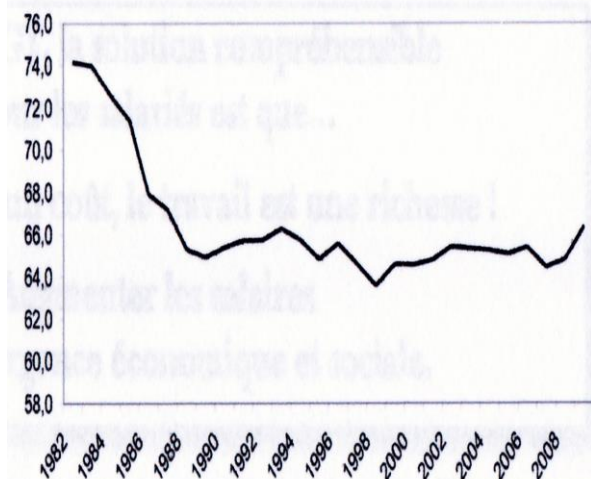


Pour plus de pouvoir d'achat : Il faut augmenter tous les salaires

Les politiques gouvernementales depuis 35 ans consistent à ne pas augmenter les salaires. L'idée libérale selon laquelle cela va bien pour l'économie donc pour tout le monde. C'est le ruissellement. Cela va plus pour les riches et pour le capital. En 1982 sous leur pression, il fut décidé le blocage des salaires et un plan de rigueur : Une autre répartition de la richesse créée au bénéfice du renflouement des marges et de la compétitivité aux entreprises dans le cadre d'une intégration européenne pour affronter la concurrence sur les marchés internationaux

Part de la masse salariale dans la Valeur ajoutée
(en %)



« Une chance historique » disait le patronat « pour baisser le coût de la main d'œuvre et abaisser les charges sociales des entreprises ». (Exonérations sociales et fiscales) pour leur permettre de devenir compétitives et gagner de nouveaux marchés à l'exportation. Entre 1983 et 1989 la part de la richesse créée revenant aux salariés va chuter de 10% (de 73% à 64%). Elle ne remontera plus. Elle représente 210 milliards d'€ actuellement. « Les profits devaient faire les investissements du lendemain et les emplois du sur lendemain » Tous les arguments de partages des emplois et des salaires vont être employés pour faire accepter la crise et renoncer aux besoins à satisfaire. Tout ce qui est de nature à rémunérer le travail (Salaires direct, socialisé,

pensions de retraites) et le dévaloriser, le chosifier dans tous les domaines sociétaux va être entrepris pour rentabiliser les capitaux avec la privatisation des services publics et des entreprises nationalisées, du système de santé et de l'hôpital de l'éducation et de la formation professionnelle, la culture etc. Les profits seront depuis au rendez-vous, pas les emplois, pas les salaires. Depuis 1970 la richesse créée à été multipliée par 2,08, les salaires par 1,8 et les revenus du capital par 2,6.

Depuis, c'est un pognon de dingue qui va assister les riches, vampiriser les finances publiques et de la sécurité sociale. Crédits d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE), zones franches, exonération de la taxe foncière, facilités comptables, niches et allègements en tous genres. Au fil des décennies les pouvoirs successifs ont taillé un environnement fiscal et réglementaire sur mesure pour le patronat, sans aucune contrepartie « L'état providence » fonctionne très bien pour les patrons d'entreprises le coût de cette assistance au capital est de

CAC 40 : PRIORITÉ AUX ACTIONNAIRES

Depuis 2009, **sur 100 € de BÉNÉFICES**,
les entreprises du CAC 40 ont en moyenne reversé :



#LoiInégalités #CAC40

l'ordre de 250 à 300 milliards d'€ jusqu'à endetter les finances publiques et la protection sociale. Seulement 70 milliards d'€ vont aller à l'aide sociale et aux minimas sociaux...

Dès 1983, les attaques contre la sécurité sociale, les retraites, les droits des salariés (casse du Code du Travail,) vont se développer. La part cotisée par les entreprises va être abaissée. Avec la diminution occasionnée de ses ressources, la sécurité sociale sera mise en déficit. Le 1% solidarité sera imposé aux fonctionnaires. De nouvelles règles vont être imposées (passage aux 25 années de référence) en matière de carrière pour le calcul de la retraite dans le privé. Des mesures au détriment des assurés sociaux vont être mises en place (forfait hospitalier, déremboursements de médicaments etc.). Avec l'instauration de la CSG, fiscalisée elle va être progressivement déconnectée et dépossédée des pouvoirs d'interventions des assurés sociaux. C'est l'allongement de la carrière, retarder l'âge de départ à la retraite, le gel des montants des pensions de retraites. Ce qui est proposé aujourd'hui c'est l'accaparement privé (500 milliards d'€ de budget annuel) de la sécu au profit du capital avec la casse du financement solidaire par répartition.

La Sécu en chiffres :

Budget : 500 milliards d'€ (450 Milliards celui de l'Etat)

60 millions de bénéficiaires 160milliards d'€ de remboursement de soins (2600€ par français /an.

625000 accidents du travail, 51000 maladies : 8,8 milliards versés

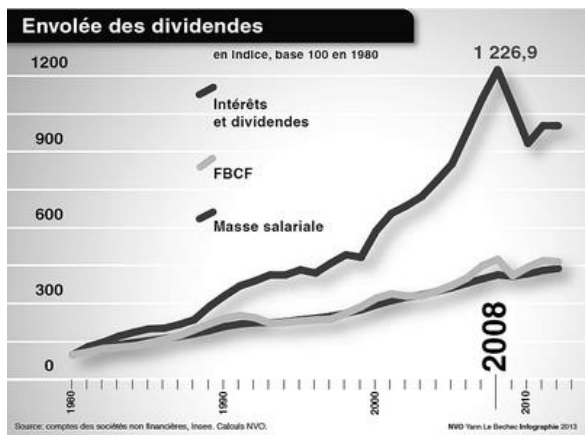
14 millions de retraités : 111 milliards d'€

12 millions d'allocataires : 14 milliards de prestations sociales (Allocations familiales etc.

Le trou de la sécu n'est pas parce que l'on dépense trop mais que les patrons ne payent pas les cotisations qu'ils doivent. Ils doivent 20 milliards d'€ En plus 127 milliards d'€ de dettes contraintes

Frais de gestion compétitifs : 3,5% pour la CPAM, 2,17% CAF et 0,94% branche retraite.

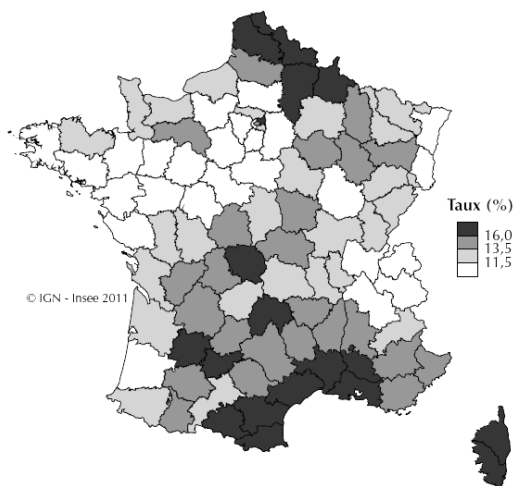
Si la sécu était privatisée elle coûterait 90 milliards en plus soit pour chaque français 3200€ par an.



En 30 ans, les patrimoines, les fortunes ont progressé pour atteindre aujourd'hui pour les 1% les plus riches jusqu'à 2,6 millions de fois le SMIC. Le total des montants versés aux actionnaires a été multiplié par 20 (Plus de 540Milliards ces 10 dernières années) quand la masse salariale totale ne l'a été que de 4,5 fois. Les actionnaires engrangent des dividendes, les PDG s'empiffrent. L'investissement productif, lui, stagne ou est orienté de nature à organiser modifier les conditions le travail et détruire des emplois notamment industriels.

Durant ces 35 dernières années, notre département n'a pas été épargné. Des emplois industriels vont être supprimés dans les bassins d'emplois de Fumel, Miramont, de Casteljaloux, d'Agen etc. Moins 3000 emplois industriels ont disparu depuis 2000. Un détricotage systématique du tissu économique du Lot et Garonne (95% de PME et de TPE) va fragiliser son outil productif. Les emplois à créer dans le commerce et les services, le tourisme compenseront nous disait-on ! C'est le développement des bas salaires et la précarité. Sauf que les salaires sont bien élevés dans l'industrie et dans les services publics ce qui va participer à la basse globale de la masse salariale dans notre département. Le Lot et Garonne va se retrouver classé au 86^{ième} rang national en montant des salaires et avec un salaire médian de 1228 € inférieur à celui de la

Le Lot-et-Garonne au 16^e rang des départements les plus pauvres



Taux de pauvreté par département

Source : Insee, DGFIP, Revenus disponibles localisés 2008

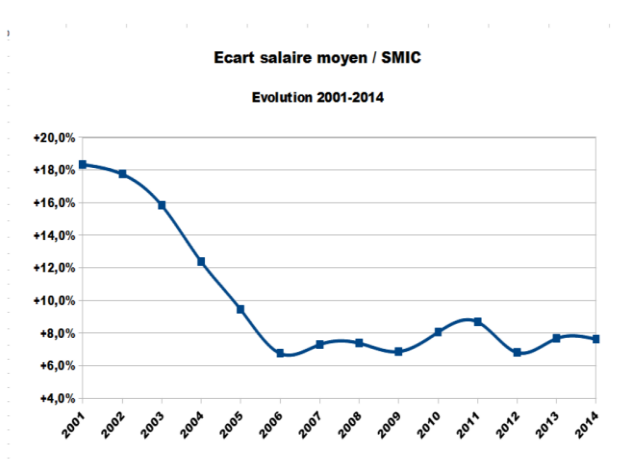
région Aquitaine, un taux de pauvreté de 16,8% derrière celui de la Creuse et dernier en nombre de fonctionnaire pour 1000 habitants. Le nombre des demandeurs d'emplois au 31 décembre 2017 est de 29690. Avec un développement de la précarité et des travailleurs pauvres il est dans le couloir, Agen Le Verdon sur mer, de la pauvreté en Aquitaine

Autre attaque d'envergure : Le gouvernement engage dans la continuité de sa destruction des acquis des travailleurs, la réforme des politiques d'emploi et de formation. Elle vise à transformer le système actuel de formation sous couvert d'un titre alléchant « loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel. La réalité est toute autre. Tous les domaines de la formation sont concernés. (Formation en entreprise, de l'alternance, de la gouvernance paritaire, des droits individuels, du système de financement). C'est l'employeur qui prend la main sur la formation de chaque salarié en introduisant la notion de compétence et en cascade d'employabilité.

Le renforcement de l'individualisation des parcours : Que chacun puisse se réaliser dans sa vie professionnelle au travers notamment du compte personnel de formation qui va être monétisé dans une forte baisse et désintermédié par la disparition des OPCA. C'est une réforme systémique qui oblige les acteurs à réinventer la formation professionnelle continue Sur cette période de 3 années, c'est la création de France compétence et des opérateurs de compétences qui viendront en lieu et place des OPCA actuels, une nouvelle architecture financière, avec une nouvelle gouvernance

Le salaire est un enjeu de société.

Le débat sur le pouvoir d'achat n'est pas sans démagogie et enfumage. Patronat, gouvernement jettent de la poudre aux yeux aux uns tout en opérant un hold-up caractérisé sur les autres. C'est le gel de l'indice de traitement des fonctionnaires et des retraites et des pensions depuis 5 ans. La non-reconnaissance des qualifications et les exonérations sur les bas salaires ont tassé les salaires vers le bas. Si les inégalités étaient résorbées ne serait-ce que sous formes de hausse des salaires pour les femmes, la consommation nette en plus serait de 21,98 milliards d'€ (+016 point de croissance)



Graphique établi d'après les données publiées par l'INSEE
Lecture : en 2001, le salaire net moyen en France (secteur privé et entreprises publiques) était supérieur de 18,3% au SMIC. En 2014, l'écart était de 7,6%.

Le salaire c'est la rémunération qui permet au salarié de reproduire sa force de travail (Alimentation, logement, bien être, protection sociale, éducation, culture et loisirs pour lui et sa famille).

Aide sociale : Porteur d'handicap, aide sociale à l'enfance allocation autonomie etc.

Sécurité sociale : Assurance maladie, accidents du travail, Maladie professionnelle, Chômage, Retraites, dépendance, etc.

Action sociale : Réseaux des œuvres, action sociale, aides exceptionnelles etc.

Ces risques sont basés sur la solidarité entre ceux qui n'y sont exposés à ces risque et ceux qui n'y sont pas, ou pas encore. Chacun contribue selon ses moyens pour en bénéficier selon ses besoins. Tout au long de notre vie nous sommes donc tous protégés.

Le salaire socialisé c'est l'ensemble des « retenues » mises en commun pour financer la protection sociale (retraite, sécurité sociale, allocations familiales, assurance chômage, minimas sociaux, la mutuelle etc.) Cette partie est redistribuée sous formes diverses de prestations sociales mutualisées : Indemnités de maladie, remboursements de soins, allocations familiales pensions de retraite, indemnités de chômage et autres aides sociales.

Le pouvoir d'achat c'est le rapport entre l'évolution des prix (L'inflation actuelle est de 2,6%) et l'évolution du salaire net, direct plus le salaire socialisé. Pour constater son pouvoir d'achat, il faut donc avoir une vue d'ensemble de ses ressources et pas seulement le salaire net direct. Le salaire net constitue certes l'essentiel, mais il y a aussi l'ensemble des prestations sociales dont chacun bénéficie.

La CGT revendique pour sa part une augmentation générale des salaires.

Pour vivre dignement, c'est indispensable et urgent.

Pour améliorer le pouvoir d'achat, il faut rémunérer le travail à sa juste valeur en augmentant tous les salaires, et non plus les sacrifier au profit du capital (Suppression de l'ISF, baisse de l'impôt sur les sociétés etc.) C'est le travail qui crée la richesse et il doit être valorisé. Le salaire (net et socialisé) doit répondre aux besoins avec une garantie d'un vrai déroulement de carrière. Nous proposons la sécurité sociale de l'emploi avec un nouveau statut du travailleur salarié. Personne ne doit rester toute sa vie au SMIC (Or, c'est souvent le cas). Le SMIC que nous revendiquons à 1 800 € bruts par mois (Net plus socialisé) doit être la base d'une première embauche sans diplôme, ni qualification reconnue. Un salarié avec un CAP/BEP : 1,2 fois sa valeur (2 160€ brut), pour un BAC : 1,4 fois le SMIC (2560€ brut) pour un titulaire d'un master : 2 fois le SMIC (3600€ brut). Avec la possibilité pour tout salarié de voir sa rémunération doubler entre le début et la fin de sa carrière. C'est possible avec une autre répartition de la richesse créée en faveur du travail.

Vous ne voulez pas en rester là! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de syndicalisation

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Téléphone: _____ Courriel: _____

Âge: _____ Profession: _____

Entreprise (nom et adresse): _____

Bulletin à renvoyer à l'Union Départementale CGT, Bourse du Travail 9 rue des Frères Magen 47000 AGEN
☎ 05.64.25.01.01. 📠 05.64.25.03.52. @ : contact@udcgt47.fr Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr